

• L'Unesco suspend une partie de ses activités jusqu'en 2012

Par Jérémy MACCAUD Publié le 10/11/2011 à 19:34

L'Unesco, lors la 36e Conférence générale qui a vu l'admission de la Palestine parmi les États-membres de l'agence, le 31 octobre. Crédits photo : MIGUEL MEDINA/AFP

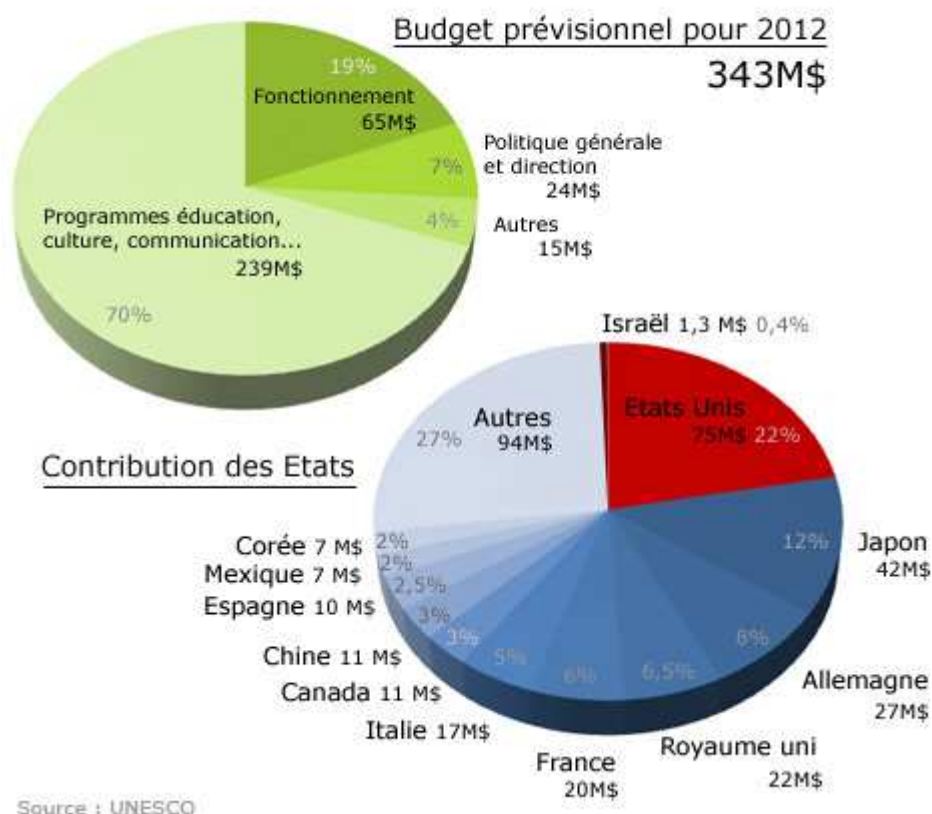


• **L'arrivée de la Palestine au sein de l'organisation a entraîné la fin de l'apport financier des États-Unis. Près de 65 millions de dollars manquent dans les caisses.**

• C'est la conséquence directe de [l'admission de la Palestine au sein des États membres de l'Unesco](#)*. L'organisation onusienne, par besoin d'économies, a décidé de suspendre l'exécution de certains de ses programmes jusqu'à la fin de l'année en cours. En cause, la décision des États-Unis, jusqu'alors plus gros contributeurs, d'[annuler leur financement](#) par rétorsion à l'intégration palestinienne.

«La situation, et je pèse mes mots, est difficile», a déclaré jeudi, Irina Bokova, la directrice générale de l'[Unesco](#), devant les représentants de l'ensemble des États membres. Avec l'arrêt des contributions financières des États-Unis et, dans une moindre mesure, [d'Israël](#), l'organisation voit son budget prévisionnel pour 2012 amputé d'environ 65 millions de dollars, ce qui représente 22 % du budget global.

Budget de l'UNESCO et ses principaux contributeurs



En stoppant certaines de ses actions jusqu'à la fin de l'année, Irina Bokova table sur «une économie de 35 millions de dollars». En piochant encore 30 millions de dollars dans le fonds de roulement de l'Unesco, elle compte ainsi combler le déficit de trésorerie impliqué par le retrait des Américains, annoncé le 31 octobre. Ils auraient dû verser sa contribution dès le mois de décembre.

Le comité pour le patrimoine mondial maintenu

Ces mesures drastiques ne remettent pas en cause la tenue du comité intergouvernemental de l'Unesco pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, qui se tiendra à Bali, du 22 au 29 novembre, a précisé une porte-parole. Les conséquences de cette coupe budgétaire sont encore difficiles à analyser pour l'heure, elles ne devraient concerner que les «nouvelles dépenses», selon une porte parole de l'Unesco. «On ne va pas fermer boutique. On respecte les engagements déjà pris, mais on ne fait pas de nouvelles dépenses d'ici la fin de l'année», a précisé cette dernière à l'AFP.

Dans tous les cas cette solution ne sera pas suffisante pour les deux années à venir. La directrice générale de l'Unesco a annoncé que l'organisation devra faire face à un déficit de 143 millions de dollars. Pour y parer, elle s'est dite prête «à prendre des mesures radicales» et «à profiter de la situation pour réduire encore les frais administratifs en donnant la priorité aux activités de l'agence». Un fonds d'urgence ouvert aux donations d'institutions, de fondations et de particuliers, qui est en place

sur le site internet de l'agence depuis ce jeudi, a été créé. L'argent récolté servira pour les activités «au cœur» de l'organisation onusienne. Irina Bokova envisagerait aussi de doubler le fonds de roulement, de 30 à 65 millions de dollars, de l'agence. Néanmoins pour ce faire, il faudrait une augmentation de la contribution des États-membres, ce qui ne sera pas chose aisée. Le projet sera soumis au prochain conseil exécutif de l'Unesco, programmé au printemps prochain.

Une situation bloquée ?

Quant à un retour du financement des États-Unis, [Irina Bokova l'a déjà implicitement sollicité](#) trois jours après son retrait, en appelant les Américains «à la raison». Problème, ces derniers sont tenus de respecter chez eux deux lois du début des années 1990 leur interdisant de financer une agence spécialisée des Nations unies qui accepterait les Palestiniens comme État membre à part entière, et ce, en l'absence d'accord de paix avec Israël. Un accord de paix [qui semble d'autant plus fragilisé](#) depuis l'arrivée de la Palestine à l'Unesco.

** L'agence de l'ONU pour l'éducation, la science et la culture
(Avec AFP)*

Par Jérémy MACCAUD